|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **C**ercle des **E**crivains, **J**ournalistes, **A**rtistes  et **C**hercheurs de **C**entrafrique  =-=-=-=-=  **C**oordination **N**ationale  =-=-=-=-=  **S**ecrétariat **A**dministratif **N**ational  =-=-=-=-= |  | REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  Unité – Dignité – Travail  =-=-=-= |

**UN AUTRE DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF**

**EN RCA ???**

**OUI !!! MAIS, QUE FAUDRAIT-IL REELLEMENT FAIRE, AVANT, PENDANT ET APRES POUR METTRE LA NATION ET LE PEUPLE A L’ABRI DE NOUVELLES CRISES ?**

(Une Contribution du Cercle des Ecrivains, Journalistes, Artistes et Chercheurs de Centrafrique (**CEJACC**)

**BANGUI 30JUIN 2021 Elie OUEIFIO**

**SOMMAIRE**

**Pensées……………………………………………………………………….3**

**Introduction…………………………………………………………………4**

1. Bref rappel des Fora organisés en RCA………………………………………7
2. Causes Principales des crises Persistantes en RCA…………………….15
3. Les Plaisirs et les Intérêts personnels …………………………………15
4. Les mystères cachés du Pouvoir………………………………………….16
5. Un autre Dialogue Politique Inclusif : Théâtralisation ou nécessité absolue ?.................................................................................18
6. Les Préalables ou Précautions d’un Dialogue Inclusif réussi.........21
7. **Avant** : Le temps de vérités et d’Aveux……………………………...21

* 1er Niveau : Ceux qui ont accédé au Pouvoir………………..21
* 2e Niveau : Les Leaders des Partis Politiques et de la Société Civile……………………………………………………………23
* 3e Niveau : Les Représentants de l’UA et de l’ONU………24

1. **Pendant** **:** La Détermination de la Forme de Gouvernance et le choix des Priorités……………………………………………………………..27
2. **Après :** La mise en œuvre des Priorités et Suivi-Evaluation – Réajustements………………………………………………………………….30

**Conclusion…………………………………………………………………..32**

**PENSEES**

* Ma conviction, ma vision et mes contributions pour notre pays et pour le peuple Centrafricain se diluent et font corps avec celles ci dessous rappelées.

**Elie OUEIFIO**

* « Il est temps de supprimer les causes des conflits afin que le pays se développe par le travail dans l’ordre et la paix et que les citoyens puissent cohabiter pacifiquement et coopérer dans un travail constructif pour le bonheur de tous ». **Barthélemy BOGANDA** le 07 Septembre 1958.
* « Ma contribution aux travaux de ce Séminaire National de Réflexion, s’inscrit dans ma volonté de permettre à mon pays la République Centrafricaine tant délaissée et brimée d’inscrire enfin très rapidement dans son histoire, de nouvelles pages qui relateront sa marche résolue vers l’union, la consolidation de sa démocratie naissante, et la construction par son peuple de son bonheur ». **François PEHOUA** Mars 1980.
* « Aujourd’hui, et plus que jamais, jusqu’aux élections prochaines, nous devons tous œuvrer pour donner un contenu visible et lisible à cette déclaration (Allusion faite à la déclaration de Barthélemy BOGANDA ci-haut). Il n’y aura ni majorité ni opposition dans la conduite provisoire de notre cité.

Notre majorité, c’est l’unité de nos forces, de nos expériences et de nos compétences au service de la nation et du peuple Centrafricain. Notre opposition, c’est notre lutte solidaire contre la haine, la corruption, les préjugés, la manipulation et les autres antivaleurs qui nous ont longtemps endeuillés.

C’est le sens de ce mécanisme que je vous propose pour que vive et prospère notre cher et beau pays à la seule gloire du Dieu Créateur ». **Général Ludovic NGAÏFEI** le 06 Avril 2020.

**INTRODUCTION**

Jamais dans la vie et dans ce monde ici bas, aucune puissance n’a égalé la puissance de la Parole. Toutes les armes, ou plus précisément, tous les arsenaux de guerre depuis les temps antiques jusqu’aux temps modernes, n’ont jamais réussi à mettre un terme aux conflits et guerres.

Les armes, quels que soient leurs degrés et niveaux de forces et de précisions de frappes, ont toujours délocalisé, repoussé ou ajourné les conflits et guerres qui n’ont eu de fins, que grâce à la Parole et aux moyens de celle-ci.

Dans les sociétés traditionnelles où éclatait un conflit sanglant entre deux villages suite à une maladresse de chasse ayant causé la mort d’homme dans l’un des deux villages, les sages du village coupable, usaient de la force de la Parole en envoyant une délégation de femmes maîtrisant l’art de parler et de pleurer vers le village victime, pour atténuer les effets de la colère dans les cœurs et les esprits des habitants en pleine effervescence pour la riposte.

De mêmes, pendant les deux (02) guerres mondiales, 1914-1918 et 1939-1945, la Parole a joué un rôle très déterminant dans l’aboutissement des deux fins de guerres. Pendant que les armes tonnaient, la Parole circulait à travers des négociations qui ont permis d’obtenir la fin des hostilités.

Aujourd’hui, avec les nouvelles armes chimiques et les armes bactériologiques, l’humanité toute entière aurait déjà disparu si, la guerre aux moyens de ces armes avaient éclaté. Mais, par la puissance de la Parole à travers les négociations et dialogues permanents et en temps réels, les dirigeants des grandes puissances, réunis au sein de l’ONU (Organisation des Nations-Unies) ont réussi, réussissent encore et continueront de réussir à prévenir le chao mondial.

La Parole étant une force créatrice, lorsqu’elle parvient à la résolution d’un conflit, d’une crise, elle matérialise cette fin par des actes solennels, des symboles, des recommandations ou résolutions dont l’observation par les parties en conflits ou guerres procure paix, stabilité, cohabitation pacifique nécessaires au développement et à la prospérité des peuples.

Bien des exemples des Etats réconciliés entre eux, des peuples réunifiés entre eux-mêmes existent dans le monde y compris l’Afrique et sont parlant aujourd’hui. La Réconciliation Franco-Allemande, la réunification des deux grandes ethnies (UTU et TUTSI) au RWANDA sont édifiants.

La République Centrafricaine depuis son accession à l’Indépendance le 13 Août 1960, s’est illustrée et continue de s’illustrer en grande vedette des crises à connotations diverses. De par la fréquence des crises, elle se positionne sans doute comme championne mondiale des fora avec lesquels, elle aura fatigué les Communautés Sous-régionale, Régionale et Internationale voire les armées du monde réunies.

Avec les derniers développements très complexes de la crise et l’entrée en scène de l’Armée de la Russie diversement interprétée, les atrocités, calamités et abominations des Centrafricains ont atteint un paroxysme jamais atteint dans le monde.

Et, en dépit des mérites et puissances des amis russes et rwandais tant vantés par les dirigeants et leurs courtisans, malgré les tirs de tous calibres, tous azimutes sur tout ce qui bouge, les conflits sont très loin de connaître une fin et la paix non plus, tarde à revenir dans le pays contrairement aux allégations des extraterrestres qui trouvent leurs plaisirs dans le massacre des Centrafricains sans exclusive.

Alors ! Les armes ayant ainsi prouvé et démontré leurs limites dans la résolution des conflits ainsi que leur incapacité à arrêter une guerre, tout le monde, la communauté internationale comprise, appelle la Parole au secours en réclamant un dialogue avec des qualifications différentes : Dialogue politique inclusif pour certains ; Dialogue républicain pour d’autres.

Avec un peu de recul et, en observant la prise de positions des uns et des autres (Pouvoir public, Société-Civile, Partis Politiques, Communauté régionale et internationale), il est à craindre que ce dialogue qui finira par se tenir quels que soient le nom et le lieu, ne soit la réédition des précédents focalisés sur les insultes, le rejet des responsabilités sur les uns et les autres, les perdièmes, les partages du gâteau (postes) et plus rien après sinon, les frustrations, déceptions et humiliations qui couvent de nouvelles crises.

C’est pourquoi, se fondant sur ses contributions qui auraient efficacement participé à la résolution de la crise centrafricaine mais, balayées de revers de la main ou simplement négligées au nombre desquelles, l’Initiative du Panel de l’Union Africaine en faveur de la paix qui, au finish, a accouché d’une souris, les recommandations vidés de sens, les signataires éparpillés et les initiateurs et organisateurs déchanté,

Le Cercle des Ecrivains, Journalistes, Artistes et Chercheurs de Centrafrique (**CEJACC**), voudrait, à travers la présente réflexion, proposer un schéma simplifié mais bien profond d’un dialogue politique inclusif qui, bien suivi et mis en œuvre de manière efficace et efficiente, mettra à l’abri la nation et le peuple Centrafricain des crises à répétitions qui éclatent entre cinq (05) et dix (10) ans, et dont les dernières semblent se pérenniser.

Ainsi, le dialogue inclusif qui vise somme toute à éviter toutes frustrations sources de nouvelles crises sans occulter toutes les vérités liées aux pesanteurs nuisibles au ‘‘**Pouvoir’’** mais invisibles et inconnues du peuple s’articule autour des axes suivants :

1. Bref rappel des fora organisés en RCRA ;
2. Causes principales de la persistance des crises en RCA ;
3. Nouveau dialogue politique inclusif : théâtralisation ou nécessité absolue ?
4. Quelques préalables pour un dialogue Inclusif réussi :
5. **Avant** : Le temps de vérités et d’aveux ;

* Premier niveau : les Anciens Dirigeants ;
* Deuxième niveau : Les Responsables Politiques et Société Civile ;
* Troisième niveau : Les Représentants des Communautés Régionale et Internationale UA et ONU.

1. **Pendant** : La détermination de la nouvelle forme de

Gouvernance et le choix des priorités.

1. **Après :** La mise en œuvre des priorités et Suivi

Evaluation - Réajustements.

1. **BREF RAPPEL DES FORA ORGANISES EN RCA**

Les conflits étant une forme d’expressions humaines et la paix, une exigence et une nécessité vitale pour tous, y compris les semeurs de troubles et les criminels, les Centrafricains dans leur fort intérieur, se sont évertués depuis les années 1980, vingt ans après l’indépendance, à la rétablir aux moyens du dialogue parce qu’au-delà de tout, ils aspirent à une vie paisible, humaine et prospère.

Au nombre de ces assises l’on peut citer pour mémoire :

1. **Le Séminaire National de Réflexion : 08 au 15 Décembre 1980**

Durant une semaine, les Centrafricains ont fait le diagnostic détaillé des maux et soubresauts qui ont secoué et miné le pays. Et dans la préface du document final rédigé par le Président du Présidium, le feu François PEHOUA et titré : **« Des Idées Nouvelles Pour un Centrafrique Nouveau »**, l’on peut lire :

« …La République faisait résurgence dans la nuit du 20 Septembre 1979… Avec elle renaissait l’espérance des lendemains qui chantent, d’autant que ceux qui en prirent la direction jouissaient d’un capital confiance réel résultant d’une expérience acquise au cours de longues années d’exercice du Pouvoir…

Force était de constater quelques mois après, que l’espoir tournait en illusion.

La situation politique redevenait à nouveau explosif, l’unité nationale gravement menacée, les luttes d’influences et de personnes omniprésentes, les évènements du passé étaient non seulement poursuivis mais encore amplifiés, ainsi du népotisme, du tribalisme, de la corruption, des exactions, de l’affairisme…

L’économie toujours stagnante tombait de plus en plus en déconfiture.

La gestion laxiste des finances publiques caractérisait une administration désorganisée, inefficace et loin des administrés.

L’insuffisance notoire des équipements sociaux et culturels maintenait les Centrafricains dans un état de primitivité avilissante.

Enfin la dégradation des mœurs entretenait un climat social tragique.

C’est dans une telle situation de crise que le Président David DACKO décida de convoquer un Séminaire National de Réflexion réunissant toutes les Forces vives de la Nation, appelées à réfléchir sur la situation générale du pays, afin de déterminer les voies et moyens de sortir celui-ci de la léthargie ».

Bien évidemment, les forces vives de la Nation Centrafricaine sans exclusive, convoquées par un Président Sage, prudent et anticipatif, réunies autour du Président du Présidium, un autre digne fils du pays cité ci-haut, ont réfléchi et analysé la situation du pays qualifié de grand malade selon les propres termes du Président PEHOUA à l’introduction qu’il convient de citer :

**« Au-delà de toutes considérations de personnes, de convictions de tous ordres et de sensibilités individuelles, il s’agit pour nous tous ici réunis, de réfléchir ensemble sur le cas extrêmement grave de ce grand malade qu’est la République Centrafricaine, notre pays.**

**Il s’agit d’un défi national, d’une responsabilité de tous devant la Nation et devant l’histoire… La Renaissance de la République Centrafricaine doit ainsi se faire autour d’options clairement définies afin que chacun sache où l’on va et ce que l’on veut… ».**

Naturellement, et avec responsabilité et patriotisme, des options ont été définies pour permettre aux dirigeants Centrafricains chargés de leur mise en œuvre de savoir où l’on va et ce que l’on veut. Ces options ou recommandations pertinentes qui ne sauraient être reproduites toutes ici, restent et demeurent d’actualités car, définies avec justesse et objectivité pour survivre au-delà du temps. Elles sont inaltérables et touchent à tous les domaines ou plans dont entre autres à titre d’illustration :

* Une politique nationale qui devrait jouer un rôle fédérateur des mouvements politiques afin d’éliminer les effets négatifs du multipartisme et du monopartisme monolithique traditionnel de sorte à assurer une prise de conscience nationale de tous et de chacun…
* Une administration reformée avec des Ministères en nombre limité aux objectifs bien définis pour éviter les chevauchements et interférences et animés par des cadres compétents et de bonne moralité. Les différents services des Ministères devraient être rapprochés des populations dans le cadre de la politique de décentralisation…
* Une Economie avec des agrégats diversifiés, basée sur le principe du développement endogène et autocentré dans le cadre d’un libéralisme contrôlé. L’Agriculture étant à la base, les autres secteurs, élevage, forestier, minier, pêche, tourisme devraient contribuer à améliorer largement la situation financière du pays ainsi que la balance commerciale du pays. Pour rentabiliser le secteur minier, des mesures ont été prises visant d’une part, le ratissage périodique des zones minières par l’Armée aux fins de débusquer les étrangers qui y circuleraient et d’autre part, la formation des cadres de haut niveau pour contrôler ce secteur…
* Une lutte contre le chômage, la corruption bien planifiée avec des stratégies bien élaborées ;
* Une Politique Extérieure avec un plan de redynamisation de la diplomatie bien définie…

Bref ! Le document cadre du Séminaire National de Réflexion de 1980 est une riche bibliothèque où l’on peut tout puiser pour la Refondation du pays. Mais hélas !

1. **La Lettre Episcopale des Evêques de Centrafrique : 20 Juin 1991**

Un an après l’annonce du vent de la démocratie le 20 Juin 1990 à la Baule où, le discours du Président François MITTERAND (Paix à son âme), parlant de la démocratisation des pays africains avec nuance que ce processus devrait tenir compte, des mœurs et traditions desdits pays, une annonce qui a fait courir les dirigeants africains dans tous les sens,

Les Evêques de Centrafrique, après leur Assemblée publient le 20 Juin 1991, la Lettre ci-haut citée et titrée **« Que faisons-nous de notre pays ? »** C’est un véritable travail d’analyse très exhaustive de la situation du pays à l’instar du Séminaire National de Réflexion de 1980.

Sans être une assise politique, la pertinence et l’exactitude des vues tiennent compte de la proximité des Evêques, Prêtres et les religieux avec les populations à la base. Ce document très largement diffusé était destiné selon les propres termes des Evêques :

* **Aux Chrétiens Catholiques ainsi qu’à tous les Centrafricains** de bonne volonté qui accepteront de nous lire. « Nous voulons souligner les maux de notre société pour les analyser, faire apparaître les menaces pour l’avenir, et surtout chercher avec vous ce que les uns et les autres, nous avons à faire pour que notre pays devienne un pays de liberté, de paix, de justice, tel que Dieu nous le veut. » ;
* **Aux Autorités du pays**: « Si les Autorités acceptent les propositions que nous soutenons, une telle annonce, prochaine, redonnerait espoir à une population qui pourrait ainsi mieux accepter de supporter les sacrifices imposés par des temps difficiles ».

Cette Lettre des Evêques dont les analyses et propositions sont toutes axées sur la recherche de la paix, de la stabilité et de la prospérité du peuple Centrafricain était un véritable appel à la conscience de tous les Centrafricains enclins à l’égoïsme, à la colère, à l’orgueil et au tribalisme mais bien plus, aux autorités chargées de leur mise en œuvre qui devraient répondre au profil tel que défini par les Evêques en ces termes :

**« Mais pour tirer les conséquences, pour prendre des décisions exigeantes, il faut une volonté juste et forte, qui ne peut être que celle de la nation toute entière appuyant une autorité politique qui aura retrouvé son prestige ».**

Malheureusement, cette volonté qui s’accompagne toujours d’un courage politique aura fait défaut hélas !

1. **Le grand Débat National : De 1992**

Pris par les Secousses, les contestations et les influences du jeu de la démocratie multipartiste, le Président de la République, André KOLINGBA convoque et organise les assises dénommées **‘‘GRAND DEBAT NATIONAL’’**. Ces assises boycottées par la majorité des Partis Politiques coalisés au sein de la CPPO (Concertation des Partis Politiques de l’Opposition) qui deviendra CFD (Concertation des Forces Démocratiques) à l’époque, avaient formulé des Recommandations fortes et pertinentes dans l’optique des précédentes rangées dans les tiroirs.

La mise en œuvre de ces recommandations amorcée avec les Etats généraux de la Défense, de l’Education et des Finances devrait être interrompue par l’organisation des élections de 1992 ayant porté le candidat Ange Félix PATASSE au Pouvoir.

1. **Le Comité de Concertation et du Dialogue : 1997**

Suite à des fortes Contestations politiques et syndicales, le tout couronné par les mutineries de 1996, le pays obtient la médiation et les bons offices des chefs d’Etats de la sous-région sous la conduite du Doyen Omar BONGO (Paix à son âme) du Gabon. Un Comité de Concertation et du Dialogue est mis en place et bénéficie de l’appui militaire la MISAB (Mission d’Interposition, de Sécurité Africaine à Bangui). Cette force placée sous l’ONU connaîtra plusieurs transfigurations jusqu’à la MINUSCA aujourd’hui.

1. **La Conférence Nationale de Réconciliation : 28/02 – 05/03 1998**

Pour atténuer les effets des mutineries d’Avril-Mai, la conférence ci-dessus citée a été organisée du 28 Février au 05 Mars 1998. Des recommandations pertinentes et fortes furent adoptées. Un pacte de réconciliation assorti de sept (07) résolutions fut signé par les représentants des Forces Vives. Un acte symbolique et fondateur à consacré la conférence par une jarre trouée à l’intérieur de laquelle, de l’eau fut versée et, les dignitaires en l’occurrence, le Président PATASSE, les anciens Présidents David DACKO, André KOLINGBA et Abel GOUMBA la bouchèrent de leurs mains qui ne se sont jamais saluées pour certains. Un geste fort qui traduisait le pardon, la réconciliation et l’unité.

Malheureusement, aussitôt après la Conférence Nationale de Réconciliation, le Ministère a disparu et, les recommandations et le pacte sont rangés dans les tiroirs. Le parjure étant consommé, les crises ont refait surface.

1. **Le Dialogue Politique (2004) et le Dialogue Politique Inclusif 2008**

Afin de contenir et de neutraliser les contestations politiques persistantes ainsi que les mouvements rebelles en apparition, un Dialogue politique fut organisé à Bangui en 2004 pendant la période de transition consensuelle. Les mouvements rebelles se démultipliant et les tentions politiques augmentant sous prétextes que tous n’avaient pas participé au dialogue politique, un autre dialogue dit, inclusif est organisé en 2008.

1. **Accordsde Libreville : Janvier 2013**

Devant l’émergence de plusieurs rébellions coalisées et ayant des ramifications avec certains Partis politiques de l’opposition, et, qui ont mis le pays sous secousses, une tentative de mettre les chefs rebelles, les chefs des politico-militaires, les leaders de la majorité présidentielle, le pouvoir public en accord, une assise sous l’égide du Président Omar BONGO fut convoquée à Libreville, au Gabon et accoucha les accords de Libreville.

Malheureusement, ces Accords n’auront rien sauvé parce que signés sur fond d’hypocrisie et, le régime démocratique du Président BOZIZE fut renversé par la coalition Séléka aux conséquences qui se prolongent encore.

1. **La Forum de Bangui : Mai 2015**

La réunion de Ndjamena en Janvier 2014 (une autre assise intelligente), ayant éjecté du Pouvoir le Président NDOTODJA et son Premier Ministre TIANGAYE, les tombeurs du Président BOZIZE et son Premier Ministre TOUADERA à l’équipe, Madame Catherine SAMBA-PANZA est installée, après une élection représentative où elle a battu les hommes, Présidente de la République de la Transition.

Ainsi pour contenir les menaces, attaques et pressions de tous bords, Séléka, Anti-Balaka, Partis Politiques, Société Civile, l’Armée et la rue, Madame la Président de la Transition réussit avec l’appui de la Communauté Internationale à organiser le Forum de Bangui de Mai 2015.

Les nombreuses recommandations fortes issues de ce Forum auquel tous les groupes de pression ci-dessus rappelés ont pris part devraient d’une part, permettre à la Transition de construire une fondation solide pour le retour à l’ordre constitutionnel et, d’autre part, servir de repère d’actions à entreprendre par le régime qui succédera à la Transition à l’issue des élections de 2015-2016. Malheureusement hélas !

1. **L’Entente de Sant Egidio**

Le régime démocratiquement élu installé, les tensions et incompréhensions ressurgissent avec intensité et, Sant Egidio propose aux Centrafricains une autre assise à Rome en Italie. C’est la ruée vers Sant Egidio des acteurs politiques Centrafricains qui rentrent au pays avec un autre accord où, il faudrait légitimer les mouvements rebelles en Partis Politiques où, l’Union Africaine était sollicitée à s’impliquer à tous les niveaux pour stabiliser le pays de par ses expériences en la matière. (Sic !).

1. **Les Accords de Khartoum : 2016**

Répondant à une double demande, celle de Sant Egidio telle que mentionnée à la page 5 et au 4e paragraphe du rapport de ladite entente et, celle des Autorités du pays, l’Union Africaine (U.A) à travers son Panel a préparé et organisé les assises de Khartoum en République du Soudan.

A l’opposé du Forum de Bangui qui était inclusif, les assises de Khartoum ont eu un caractère très sélectif. En dépit du désir ardent des anciens Chefs d’Etat en l’occurrence, le Président François BOZIZE et la Présidente de la Transition Catherine SAMBA-PANZA tout comme, celui des leaders des Partis Politiques de l’opposition et ceux de la société civile, le choix des participants était très sélectif, obéissant à des critères que seuls, les décideurs et organisateurs maîtrisaient.

Malheureusement, à l’étonnement et à la grande surprise du peuple qui attendait de ces accords la paix, les Accords de Paix de la dernière chance se sont transformés en Accords de crimes des derniers temps. Pour des raisons encore inconnues du peuple, la majorité des signataires ont pris une autre option et, le pays s’est transformé en un vaste champ de guerre dans la paix.

1. **CAUSES PRINCIPALES DES CRISES PERSISTANTES EN RCA**

1980-2021, il y a exactement quarante et un (41) ans que la République Centrafricaine s’est engagée dans des fora à l’effet de mettre un terme aux crises qui secouent le pays et déshumanisent le peuple.

En quarante et un (41) ans, il y a eu dix (10) grandes assises qui se sont tenues soit à Bangui la Capitale soit, dans la Capitale d’un pays tiers assorties de recommandations ou résolutions fortes.

Curieusement, il y a eu dix (10) dirigeants qui se sont relayés à la tête du Pouvoir de l’Etat Centrafricain chacun avec une équipe en vue de conduire le peuple dans le sens des recommandations arrêtées même si le huitième dirigeant avait une durée très réduite et limitée au simple rôle de gardien.

Si en dépit du nombre important des fora ayant mobilisé d’importantes sommes d’argent et de matériels très coûteux, et, malgré le passage d’une dizaine de dirigeants à la tête de l’Etat, les problèmes qui auraient pu être maîtrisés aux lendemains des assises de 1980 ont évolué et sont devenus complexes et compliqués couvrant toute l’espace géographique du pays aujourd’hui, il y a bien de raisons ou causes à cela.

Et, au-delà de toutes les raisons que l’on pourrait évoquer et qui sont d’ailleurs toutes évidentes, il y a lieu de souligner les deux causes principales que sont :

1. **Les plaisirs et les intérêts personnels**

Très souvent et toujours, les plaisirs (Femmes et Festifs) et les intérêts personnels (Or, Diamant, Argent, Bois et autres richesses) dévient les dirigeants Centrafricains de leurs motivations politiques initiales. Et, en voulant les protéger, les défendre et les accroitre ainsi que pour leurs proches, ils tombent dans les pièges des courtisans dangereux et véreux.

Ainsi, ils n’écoutent que les flatteurs qui les intoxiquent, deviennent allergiques aux vérités, insensibles aux souffrances du peuple et s’installent confortablement derrière le voile des arnaqueurs, et escrocs patentés érigés en farouches défenseurs de leur régime oubliant que, tout ce qui a fait le bonheur de l’homme sur terre en a fait aussi le malheur.

Et, ‘‘Un Roi (Président) affermit le pays par la justice. Mais celui qui reçoit des présents le ruine’’. Proverbe 29 : 4, **« Quand celui qui domine a égard aux paroles mensongères, tous ses serviteurs sont des méchants »** Proverbe 29 : 12. Voilà le cliché des dirigeants Centrafricains à qui, l’histoire ne sert pas.

1. **Les mystères cachés du Pouvoir**

Le Pouvoir comme son nom l’indique, est une force, une autorité, une puissance qui parfois, est considéré comme de la magie. Il est unique et universel. Il est connu de l’extérieur par les actes, bons ou mauvais, justes ou injustes qu’il exerce ; des paroles vraies ou mensongères qu’il prononce ou des directions bonnes ou mauvaises qu’il prend.

Mais, à l’intérieur, se développent et s’exercent des mystères, des phénomènes qui influencent les dirigeants qui y ont accédé et que personne de l’extérieur ne voit, n’écoute, ne sent, ne touche, ni ne comprenne. Les coups de téléphones menaçants des grandes puissances, les intimidations des gros financiers du monde, les diverses pressions des confréries de loges, les incantations des marabouts, divinateurs et envouteurs qui n’ont comme pâte-Colgate pour leur brosse à dents, que le nom des dirigeants pour que ces derniers ne voient, n’écoutent et ne pensent qu’à eux…

Autant de pratiques sordides et lugubres qui empêchent les dirigeants moins avertis de travailler dans le sens de la volonté populaire, d’œuvrer dans le sens de la justice et de l’unité car, espérant que ces influences leur assureraient la longévité au Pouvoir et protégeraient leurs intérêts égoïstes et partisans. Illusion et naïveté qui se paient par la souffrance, la misère du peuple et la perte du Pouvoir.

La durée au Pouvoir et le succès du Pouvoir faudrait-il le rappeler, dépendent essentiellement de la force spirituelle, de la force morale, la force de l’Amour, la force de la Vérité, la force de la Justice, la capacité d’écoute du peuple et l’aptitude à choisir des compétences avérées et à travailler dans la transparence et suivant les règles et normes, en défendant les intérêts du pays et celui du peuple car, les affaires d’Etat se discutent d’Etat à Etat et autour d’une table mais jamais dans la rue.

1. **UN AUTRE DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF : Théâtralisation ou Nécessité absolue ??**

En suivant les discussions, les prises de positions, et les débats qui se mènent çà et là, à la radio, sur les réseaux sociaux, dans les journaux autour de la question cruciale de la Paix que les armes sont incapables de ramener en Centrafrique mais, que la Parole par le biais d’un dialogue peut le faire, l’on est en droit de penser à un coup de théâtre pour certains et, une nécessité absolue pour d’autres.

1. **De la Théâtralisation du Dialogue :**

Deux (02) camps de Centrafricains qui veulent faire des crises Centrafricaines un champ de théâtres politiques se dégagent et s’observent suivant les options à savoir :

* **Le dialogue républicain ou exclusif**

Cette position est développée, soutenue et défendue par les ténors du régime du Président TOUADERA et alliés qui allèguent l’inopportunité d’un dialogue avec la CPC (Coalition des Patriotes pour le Changement) oubliant ou ignorant que :

* La CPC est constituée des anciens rebelles de la coalition Séléka et les anciens insurgés Anti-Balaka ;
* La promesse formelle faite par les belligérants sous le régime de Transition de la Présidente SAMBA-PANZA de déposer les armes une fois un régime démocratique installé et donc celui du Président TOUADERA depuis le 30 Mars 2016 n’est pas tenue ni respectée ;
* Du temps de la Transition du Président NDOTODJA certains chefs rebelles étrangers avaient déjà été nommés commandants de régions militaires par décrets Présidentiels jamais rapportés d’autres ont acquis la nationalité Centrafricaine ;
* Les Séléka et Anti-Balaka ont été conviés aux assises de Khartoum et à la signature des Accords qui en ont découlé sans rappel de la promesse de déposer les armes comme préalable à ladite signature ;
* Nombre de Séléka et Anti-Balaka ont été intégrés dans le gouvernement et dans certaines Institutions de la République (Armée, Police, Gendarmerie, Ambassade, Assemblée Nationale…) ;
* Les incompréhensions et contradictions de l’approche organisationnelle des élections de 2020-2021 ont provoqué le divorce entre le régime et certains groupes Séléka, Anti-Balaka ;
* Le Coordonnateur de la CPC est un officier Supérieur de l’Armée Centrafricaine, Ancien Président de la République, Chef de l’Etat et donc un Centrafricain ;
* **Le dialogue politique Inclusif hors de la RCA**

C’est la position de certains leaders des Partis Politiques de l’opposition et leurs alliés qui estiment que pour des raisons des soutiens multiformes de la Communauté Internationale, le dialogue politique inclusif devrait se tenir dans un pays tiers à déterminer, oubliant ou ignorant aussi que :

* Le choix de participants à l’extérieur est toujours sélectif, aléatoire et subjectif ;
* La signature des Accords à l’extérieur se fait par contrainte et hypocrisie à l’exemple des Accords de Libreville de Janvier 2013, selon la déclaration écrite de certains signataires ;
* Les assises à l’extérieur sont limitées en temps ;
* Les querelles, les divisions et défections nées des problèmes de partage d’argent et de postes après ces genres d’assises à l’exemple de l’Entente de Sant Egidio sont fréquentes…

Qu’il s’agisse de l’une ou de l’autre option, les deux sont totalement loin d’apporter de solutions durables aux crises Centrafricaines. En prenant des positions intransigeantes pour défendre des intérêts que procurent un Pouvoir ou, en voulant toujours faire la volonté de ceux qui donnent l’impression de nous assister mais, qui exploitent sans cœurs le pays, nous avons fait errer pendant quarante et un (41) ans le peuple Centrafricain autour de la Paix. Pourtant, le chemin qui y conduit est là, bien tracé !

1. **Du Dialogue politique Inclusif Nécessaire et Absolu**

De l’autre côté, il y a des Centrafricains, nombreux mais très nombreux et bien réfléchis qui pensent avec raisons, que la seule voix qui mène à la paix et une paix durable reste et demeure le Dialogue Politique Inclusif. Cette logique est inspirée du Dieu Créateur qui institua le dialogue Inclusif en ces termes : **« Venez et plaidons ! dit l’Eternel. Si vos péchés sont comme le cramoisi, ils deviendront blancs comme la neige. S’ils sont rouges comme la pourpre, ils deviendront comme la laine. Si vous avez de la volonté et si vous êtes dociles, vous mangerez les meilleures productions du pays »** Esaïe 2 : 18-19 ;**« Réveille ma mémoire, plaidons ensemble, parle-toi-même, pour te justifier. »** Esaïe 43 : 26.

Oui, les meilleures productions du pays sont à la portée de tous les Centrafricains sans distinction. Mêmes les plus irréductibles, les va-t-en guerre qui, dans leur sollicitude la nuit et, avec plus de reculs, finissent par se convaincre que la guerre qui a engagé l’avenir du peuple est injuste et injustifiée car, elle ne tient qu’aux fibres de deux noms principaux dont un du côté du Pouvoir et l’autre du côté de la CPC :

* Deux noms qui sonnent Centrafricains et qui évoquent des ancêtres Centrafricains dont ils sont les descendants ;
* Deux noms que portent des personnalités Centrafricaines qui hier ont marqué la vie de ce pays par leur sens élevé de fraternité, de solidarité et d’Amour pour la nation et pour le peuple Centrafricain en faveur desquels ils ont travaillé au prix de leur vie ;
* Deux noms que le mystère du Pouvoir a utilisé pour entretenir une guerre asymétrique qui déshumanise le peuple Centrafricain tout en déshonorant l’Afrique.

Alors ! Comme le conseille l’Eternel Dieu suivant la parole ci-haut citée, les Centrafricains se doivent d’aller vers un dialogue inclusif simplifié et réussi. Vouloir persister dans les positions tranchées pour des intérêts personnels, nous connaitrons ce qu’à conclu l’Eternel Dieu en ces termes : **« Mais si vous résistez et si vous êtes rebelles, vous serez dévorés par le glaive, car la bouche de l’Eternel a parlé. »** Esaïe 2 : 20.

1. **LES PREALABLES OU PRECAUTIONS D’UN DIALOGUE INCLUSIF REUSSI**

Tirant les leçons des assises du passé, le dialogue politique inclusif en question ne sera pas une assise d’insultes, ni de perdièms, moins encore, de partage de postes. Il ne s’agira pas non plus d’un dialogue d’accusations, de contre accusations ni de rejets des responsabilités les uns les autres.

Mais, il s’agira d’une prise de conscience de la profondeur et de l’immensité des maux qui imposent comme pour un grand malade aux médecins, prudence, précaution et adresse aux fins d’éviter tous disconvenus pouvant précipiter la mort ou l’aggravation de l’état du patient.

Ainsi il y aura :

1. **Avant : Le Temps de Vérités et des Aveux**

Ce sera un temps de confessions individuelles, semi-collectives sous le regard attentif de Dieu et de leur propre conscience, de ceux qui ont directement et indirectement eu des responsabilités dans les malheurs qui frappent le peuple et désarticulent le pays. Cette phase se déroulera à trois (03) niveaux.

* **1er Niveau : Ceux qui ont accédé au Pouvoir**

Des dix (10) Centrafricains qui ont d’une manière ou d’une autre accédé au Pouvoir de l’Etat, il y’en a cinq (05) comme les cinq (05) doigts de la main qui sont encore en vie et qui peuvent valablement et efficacement contribuer à une fin définitive des crises en Centrafrique, s’ils en ont bonne conscience et si l’on leur en donne l’opportunité.

De par leur position au Pouvoir, ils ont connu et vécu les mystères cachés du Pouvoir. Les intimidations, les menaces, les trafics d’influences, les intoxications, les manipulations et tous les aléas du Pouvoir inconnus du peuple, ils les ont connus et vécus dans leurs forts intérieurs. Il est donc nécessaire qu’ils en parlent entre eux, qu’ils plaident pour le sort du peuple et du pays entre eux, qu’ils confessent et qu’ils se repentent entre eux. Les cinq (05) sont très respectueusement :

* **L’Ancien Président François BOZIZE** (le pouce) qui, en dix ans de Pouvoir avait réussi à ramener tous les indicateurs de développement au vert avant d’être éjecté du Pouvoir par la Coalition Séléka ;
* **L’Ancien Président Michel NDOTODJA AMNODROKO** (l’annulaire) qui a renversé le Pouvoir du Président BOZIZE pour soi disant donner à manger trois (03) fois par jour aux Centrafricains et qui, en neuf (09) mois, n’a pas pu réaliser ses rêves dont entre autres, la fin des rébellions en Centrafrique car, débarqué du Pouvoir à partir de Ndjamena la Capitale du Tchad ;
* **L’Ancienne Présidente de Transition Madame Catherine SAMBA-PANZA** (le Major), qui a su contenir les caprices des Séléka et Anti-Balaka pendant deux (02) ans mais, sans former le gouvernement de Technocrates dont elle a crié et, réussit à organiser les élections sans faire de crises cardiaque pour laisser le Pouvoir au Président élu le 30 Mars 2016 ;
* **L’actuel Président Faustin Archange TOUADERA,** (l’annuaire), Ancien Premier Ministre de BOZIZE dont l’avènement au Pouvoir était considéré comme la rédemption du pays mais qui peine, à restaurer la paix et la cohésion sociale ;
* **L’Ancien Président intérimaire Alexandre NGUENDET** (l’auriculaire) ancien Président du Conseil National de Transition (CNT) qui, après la débarquassions du Président NDOTODJA, a eu la responsabilité de garder le Pouvoir pendant trois (03) semaines au moins avant de le remettre à la Présidente de Transition élue, Madame Catherine SAMBA-PANZA.

Ainsi, il n’y a que les cinq (05) personnalités ci-dessus citées, à qui Dieu a donné l’opportunité d’accéder au trône du Pouvoir qui doivent, qui maîtrisent et peuvent expliquer ou dire avec exactitude :

* Ce qui a éloigné TOUADERA de BOZIZE au point que leurs courtisans respectifs exploitent leurs ethnies pour en faire des sujets de conflits ;
* Ce qui a plus rapproché TOUADERA de NDOTODJA pourtant le tombeur du Pouvoir qu’il cogérait avec l’ancien Président BOZIZE comme Premier Ministre ;
* Ce qui peut avoir éloigné le Président TOUADERA de Madame Catherine SAMBA-PANZA de qui, il aurait reçu plus d’appuis pour son élection en 2015 ;
* Qui les a intoxiqués les uns contre les autres, qui les a empêché de faire ci de faire çà… Autant de questions auxquelles, seuls les cinq (05) doigts de la main détiennent les réponses…

Ainsi, après cet exercice qui leur aura permis de prendre la juste mesure des dégâts causés par les manipulations diverses sur le pays et le peuple et, ayant écouté la voix intérieure qui aurait rappelé à chacun sa propre responsabilité devant Dieu, devant le peuple et devant l’histoire, les cinq (05) personnalités pourront décider et déclarer ensemble que :

**« Le destin de notre nation et celui de notre peuple ne seront plus jamais décidés par d’autres ».**

Alors, de leur volonté et décision communes d’unir leurs synergies pour travailler ensemble pour la paix, la stabilité, l’unité et la prospérité du peuple Centrafricain, sortira un grand vent d’espoir qui soufflera sur tout le pays et emportera loin, mais bien loin, les virus de la manipulation et les démons de la division.

* **2e Niveau : Les Leaders des Partis Politiques et de la**

**Société Civile.**

Les Leaders des Partis Politiques et ceux de la Société Civile ont joué un rôle important dans la désorganisation de notre société en attisant et en alimentant les crises qui continuent de secouer le pays.

Suivant le vent de leurs intérêts, ils ont fait et défait des alliances sans convictions politiques qui partent des 4CN au COD-2020 en passant par la CPPO, CFD, UFVN, FARE, AFDT jusqu’à la Coalition Séléka.

L’objectif visé par ces alliances et coalitions, c’est moins de participer au développement du pays mais beaucoup plus, pour abattre un régime ou un homme politique en vue d’accéder au Pouvoir si besoin en était. Et, le Président DE-GAULLE a vu juste quand-il déclarait : **« Il y a des opposants, opposés les uns aux autres, incapables de s’unir sur rien de sérieux. S’ils ne s’unissent pas, ils seront mis en miettes. S’ils s’unissent, ils fourniront la preuve qu’ils ne sont capables que de faire des combines louches, puisque rien de sérieux ne les unit, sinon la volonté de m’abattre et d’abattre mon œuvre »**\*[[1]](#footnote-2)

Alors, ce serait une occasion pour ces leaders de revoir comment ils se sont fait du tort les uns, les autres, causant les obstacles à la politique des uns les autres, encourageant et soutenant des mouvements rebelles contre un régime, usant de tous les moyens pour mettre des barrières économiques et des embargos sur le pays… puis, après avoir compris et réalisé que c’était contre la nation et le peuple qu’ils agissaient alors,

Par une bonne prise de conscience des drames ainsi causés au pays et au peuple par leurs fautes, ils renonceront à leurs désirs et intérêts personnels et prendront très fermement, la bonne direction politique en fondant leurs actions sur le pays et sur le peuple.

De là, souffleront des vents d’espoir et d’espérance qui emporteront les conflits qui ont divisé les Centrafricains des décennies durant…

**3e Niveau : Les Communautés Régionale et Internationale (UA,**

**ONU)**

Ce troisième niveau est réservé et consacré aux Représentants des nobles et prestigieuses Institutions que sont l’ONU (Organisation des Nations Unies) et l’UA (l’Union Africaine) dont les objectifs ultimes étaient et demeurent : La promotion de la paix et le bannissement de la guerre pour la 1ère et, la libération de l’Afrique et des Africains de la servitude pour la 2ème.

Malheureusement, les réalités sur le terrain contrastent fondamentalement avec l’esprit des objectifs ci-haut rappelés non pas parce que mal définis, mais par la faute des hommes chargés de les appliquer sur le terrain dont les yeux et les regards ne sont pas fixés sur le pays et le peuple mais, sur les matériels, l’argent et autres richesses (Or, Diamant, mercure, bétails et bois) qui font l’attrait de leurs cœurs.

Au cours de leurs concertations, consultations sur le cas spécifique de la République Centrafricaine où les forces d’interpositions sont là depuis 1997 avec la MISAB et, ayant mobilisé toutes les Armées du monde (la dernière est celle de la Russie et les Wagners), des arsenaux de guerres sophistiqués et des sommes d’argent en milliards de dollars, les crises n’ont fait que s’aggraver pour occuper toute la superficie du pays.

En faisant une évaluation du système et du mode d’intervention de ces Instances, ils se questionneront, s’interrogeront et pourront répondre à certaines questions qui laissent les Centrafricains pantois dont entre autres :

* Pourquoi les fonctionnaires du BUNICA avaient-ils violement reproché le compatriote Mahamat ZACKARIA de la CRJP la signature de l’Accord de cessez-le-feu en 2011 aux motifs que la fin des crises Centrafricaines c’est dans quarante (40) ans et non dans deux, trois ou cinq ans ?
* Les crises Centrafricaines sont-elles planifiées et organisées pour une durée de quarante (40) ans, puisque Monsieur ONANGA ANYANGA n’a cessé de le répéter dans ces discours ?
* Qu’est ce qui a empêché le déclenchement de la guerre annoncée par les forces onusiennes à quiconque franchirait la ligne rouge tracée à Damara et franchie par la Séléka sans la moindre réaction des onze Etats qui entreraient en cette guerre annoncée ?
* Pourquoi la mission SANGARIS n’avait-elle pas procédé au désarmement forcé des belligérants comme le prévoyait leur mandat en Décembre 2013 ;
* Pourquoi, ALIDARAS n’a-t-il pas été neutralisé quand-il a effacé la ligne rouge de Bambari pour s’y installer en Maître et en territoire conquis ?
* Qui sont les gros poissons parmi lesquels, des responsables religieux qui manipulent les crises Centrafricaines et qui iraient enh prison s’il y avait un procès y relatif dont parlait Monsieur GOUTERES au sortir de son audience avec le Président de l’Assemblée Nationale le 24 Octobre 2017 sans les citer ?
* Pourquoi les fonctionnaires de l’UA et de l’ONU n’aiment-ils écouter et travailler qu’avec des manipulateurs et les mafieux ?
* Pourquoi les Ambassadeurs et Facilitateurs du Panel de l’UA avaient cautionné le caractère exclusif des Accords de Khartoum pour rechercher aujourd’hui l’inclusion ?

La prise de conscience des nobles objectifs de l’UA et de l’ONU ainsi que la prise en compte des phénomènes humains qui désorientent les missions onusiennes et Africaines de leurs objectifs permettront-elles, d’apporter des réajustements nécessaires et conformes aux préoccupations développées par le Secrétaire Général de l’ONU dans son rapport du 1er Novembre 1955 en ce qui concerne la prévention des conflits et le maintien de la paix en Afrique qui requièrent, transparence et équité des Agences de l’ONU chargées de jouer des rôles relais auprès des Etats membres.

De ces réajustements, naîtra une réelle et véritable prise de conscience des Agents et Fonctionnaires de l’UA et de l’ONU qui auront désormais, une attitude et de comportements plus humains devant des milliers de personnes tuées et massacrées dans leurs zones de missions et singulièrement, en Centrafrique au lieu de considérer la persistance des crises comme des opportunités d’affaires et d’enrichissements…

**N.B :** Le Présidium et participants au Dialogue Inclusif :

L’Exécution des trois (03) niveaux de la première étape du

Dialogue inclusif intitulée : **« Les temps de vérités et**

**d’Aveux »** détermine et circonscrit :

* Les personnalités chargées de constituer le Présidium du Dialogue qui de facto, seront les cinq (05) dont l’actuel Président et les quatre (04) Anciens Chefs d’Etat qu’assisteront les représentants de l’UA, de l’ONU et les grands Ministres de Dieu (Catholique, Protestant, Islam…) ;
* Les Participants qui seront les leaders des Partis Politiques, de la Société Civile et ceux que les membres du Présidium ainsi que les Leaders jugeront nécessaires d’appeler parce que disposant des témoignages édifiants ou ayant joué un rôle négatif au sein de la nation.

1. **Pendant : La Détermination de la Forme de la Gouvernance**

**et le choix des Priorités.**

Rappelant le discours introductif du feu François PEHOUA au Séminaire National de Réflexion de 1980, qualifiant le pays d’un grand malade à l’époque et, conscient que ce grand malade soumis aux traitements des différents médecins (Dirigeants) qui se sont relayés à son chevet, de 1980 à 2021 n’a pas connu de guérison, bien au contraire, sa santé s’est considérablement dégradée,

Il est intéressant et indispensable avant toutes propositions de la forme de gouvernance et des priorités, de focaliser la pensée et la réflexion des Centrafricains sur l’image que le **Prophète BAHA’ULLA’H** donne d’un monde malade et qui traduit exactement à n’en point douter, la situation actuelle de la République Centrafricaine ainsi que le remède proposé :

**« … Voyez dans le monde une image du corps humain qui, sain et parfaitement constitué lors de sa création s’est vu, ensuite, sous l’effet de causes diverses, affligé de maladies et de graves désordres. Pas un seul jour, il n’a connu le bien-être, et pis encore, sa maladie s’est aggravée lorsqu’il fut soumis au traitement d’ignorants médecins qui, donnant libre cours à leurs désirs personnels, ont gravement erré…**

**Aujourd’hui, nous voyons le monde à la merci de dirigeants ivres d’orgueil, incapables de discerner clairement où réside leur véritable intérêt, et moins encore de reconnaître une Révélation aussi stupéfiante et provocante que celle-ci…**

**Ce que le Seigneur a ordonné comme souverain remède et comme plus puissant moyen de guérison du monde, c’est l’union de ses peuples en une cause universelle, en une foi commune. Ceci ne peut d’aucune façon être accompli que par le Pouvoir d’un habile médecin, tout puissant et inspiré. Telle est la vérité et tout le reste n’est qu’erreur »**\*[[2]](#footnote-3)

Ce message inspiré de proposition de solution étant largement et suffisamment édifiant pour les Centrafricains en quête de guérison (Paix) des décennies durant, la forme de gouvernance et les priorités pour la restauration de la Paix et la refondation de la Nation Centrafricaine ainsi proposées pourraient assurément procurer au pays et au peuple, stabilité, paix et les conduire vers la prospérité.

**b1) De la Forme de la Gouvernance**

Pour aller dans le sens du conseil ci-dessus rappelé, le schéma ci-dessous a pris la précaution :

* D’éviter les exclusions qui créent les frustrations et humiliations souvent sources de conflits et de crises ;
* De sauvegarder les acquis légitimes des uns et des autres pour éviter la naissance de nouvelles rébellions. Exemples :
* L’acquis légitime du Président TOUADERA c’est de finir son deuxième quinquennat car, la fin justifie les moyens. Mais seul, il ne pourra pas y arriver. Débarqué, il devient un danger ;
* Les Députés actuellement élus aspirent à finir leur mandat pour récupérer leurs dépenses. Ecourtés, ils s’organiseront en agitateurs. Seuls, le Parlement sera déséquilibré…
* Les biens meubles et immeubles détruits, des nationalités acquises par décrets, les révocations arbitraires sont autant d’autres acquis légitimes qui se régleront dans le cadre des réparations et autres.

Ainsi, la forme de la Gouvernance pour la sortie de la République Centrafricaine de l’impasse sera composée de :

* **Un Collège des Dirigeants de la Transition (CDT)**

Un Collège qui constitue le sommet de l’Exécutif est composé de cinq (05) membres dont quatre (04) anciens Chefs d’Etat et le Chef de l’Etat en fonction. La Présidence du CDT est assurée par le Président élu dont le mandat est en cours assisté des quatre (04) anciens Présidents. Un Règlement Intérieur détermine et fixe les modalités de fonctionnement du CDT.

* **Un Conseil Législatif de Transition (CLT)**

Le Conseil Législatif de Transition (CLT) est composé de tous les Députés actuellement élus et renforcé par les leaders des Partis Politiques et de la Société Civile jouissant d’une intégrité morale reconnue. Le nombre des Conseillers Législatifs de Transition peut être limité à deux cent (200) Conseillers au moins. Un Règlement Intérieur détermine et fixe les règles de fonctionnement du CLT. A leur installation, ils procèdent à l’élection des membres de leur Bureau dont la composition est fixée par le Règlement Intérieur.

* **Le Pouvoir Judiciaire :**

Compte tenu de l’Indépendance du Pouvoir Judiciaire, les cours et Tribunaux constituant ce Pouvoir seront renforcés par des Magistrats compétents, ayant une ancienneté solide ainsi que par des Professeurs d’Université répondant aux mêmes critères ;

* **Durée de la Transition :**

La durée de la Transition couvre la durée restante du mandat du Président élu. Cette durée de quatre (04) ans est raisonnable et permettra d’engager les reformes en profondeur et nécessaires au retour à la légalité définie par la nouvelle constitution issue d’une large consultation du peuple à la base.

* **Du Gouvernement :**

Le régime de Transition s’appuiera sur un Gouvernement d’Actions Citoyennes pour la Restauration de la Paix et la Refondation de la Nation Centrafricaine. Composé de vingt deux (22) Membres à raison d’un Ministre Technocrate par Préfecture et deux (02) pour les huit (08) arrondissements de Bangui regroupés en groupe de quatre (04),

Le Gouvernement sera animé par un Premier Ministre compétent ayant une parfaite connaissance et une bonne maîtrise de l’espace Administratif, Politique, Géographique, Historique et Socioculturel du pays et disposant des atouts à communiquer dans les conflits intercommunautaires. Les Ministres (hommes et femmes) seront choisis en dehors des considérations politiques. Seuls les critères de compétences et de technicités détermineront leur choix.

**b2) Des Priorités :**

Pour atteindre les objectifs de paix, de la stabilité, de la Réconciliation et du développement tant attendus par les Centrafricains, quatre (04) chantiers prioritaires ont été ciblés, retenus et proposés. Il s’agit de :

1. La Restauration et le Développement du Capital confiance entre les Centrafricains avec Dieu, entre les Centrafricains eux-mêmes, entre les Gouvernants et Gouvernés et entre la République Centrafricaine et les Communautés Sous-régionale, régionale et internationale ;
2. L’Amélioration des conditions sociales des Centrafricaines et des Centrafricains ;
3. L’Assainissement des Finances Publiques et le relèvement du niveau de l’Economie Nationale ;
4. Les Actions transversales d’Audits et des Reformes.

Les composantes détaillées de chaque chantier permettront au Gouvernement de mener des actions multiformes et de proximité pour redonner vie et espoir au peuple, au pays et à tous ceux qui nous soutiennent et nous accompagnent. Les Ministres feront plus de missions à l’intérieur du pays qu’à l’extérieur.

L’ambition sinon, l’objectif ultime, c’est qu’à la fin de cette Transition, les Centrafricains tous unis autour d’un idéal commun, reprennent et reformulent la déclaration de l’ancien Président Michel NDOTODJA AMNODROKO de la manière suivante : **« Avec les efforts et la volonté de nous tous, adieux les rébellions en République Centrafricaine ».**

1. **Après : La Mise en Œuvre des Priorités et Suivi-Evaluation– Réajustements**

Sous l’œil vigilant du CDT, du CLT, du Judiciaire et celui du peuple, le Gouvernement d’Actions Citoyennes mettra en œuvre les Priorités retenues, traduira en actes toutes les recommandations ou résolutions adoptées.

Des communications régulières seront faites par les voies autorisées pour faciliter d’une part, une évaluation normative et sommative desdites Actions et, d’autres part, pour prévenir toutes infiltrations des virus et parasites de la manipulation et des intoxications qui ont toujours saboté et fait annuler toutes initiatives de paix, d’unité et de développement dans notre pays.

**N.B : A la fin de la Transition**

* Les élections locales et législatives seront ouvertes à tous les Centrafricains répondant aux critères fixés par la nouvelle loi électorale ;
* Les élections présidentielles seront ouvertes à tous les candidats répondant aux critères fixés par la nouvelle loi électorale à l’exception du Premier Ministre et de ses Ministres qui ont directement travaillé avec les populations à la base ;
* La loi sur les Partis politiques entrera immédiatement en application stricte et rigoureuse une fois les résultats des élections publiés et connus.

**CONCLUSION**

Il y a bien longtemps, mais très exactement aux lendemains du Séminaire National de Réflexion de 1980, que notre pays, la République Centrafricaine serait entré dans le monde des pays émergeants.

Mais, enfermé dans une tour d’orgueil et de complexes que procurent les plaisirs du Pouvoirs et les intérêts personnels, nous avons connu toutes les crises et abominations qui ont fait de nous, l’objet d’opprobre et de honte pour nos voisins et pour le monde entier.

Les armes ne mettant jamais de fins à de conflits ni de guerres, bien des peuples au monde ont fini par se réunifier par la force de la Parole et donc du Dialogue. C’est ce que, Dieu qui a créé le monde par la Parole attend de nous Centrafricains. C’est par nous et avec nous qu’il entend restaurer la paix dans notre pays.

A cœurs vaillants, rien d’impossible. Avec le Pouvoir de la Parole de la Vérité qui seule libère, affranchit, guérit et crée l’union, nous ferons dans un délai raisonnable de notre pays, une terre d’Amour, de Vérité et de Justice où, il fera beau vivre…

Alors, les manipulateurs, les prédicateurs de haine et les diviseurs, les faiseurs et les tombeurs d’hommes devront choisir entre ce que le feu Barthélemy BOGANDA préconisait le 07 Septembre 1958 à leur encontre en ces termes : **« Et je considère comme malfaiteur de ce pays et par conséquent à écarter, tout homme qui n’ayant aucune activité économique dans le pays vit aux dépens de ceux qui travaillent, en pratiquant la profession de prédicateur de haine et de destruction de la société.**

**Je tiens à déclarer fermement que les parasites, les agitateurs et tous ceux dont le programme est de partager les biens péniblement acquis par le travail d’autrui, n’auront qu’à choisir, ou se mettre au travail de la terre en vue de la mise en valeur du pays pour la prospérité générale, ou se retirer, car la terre Oubanguienne se refuse de nourrir les bras inutiles et les bouches nuisibles de ceux qui peuvent travailler et qui ne travaillent pas ».**

Oui ! Ils sont là bien nombreux et doivent choisir car le temps est venu. Il y’ a bien longtemps qu’ils devraient choisir… Qu’ils partent car ils ont trop détruit le pays.

**Elie OUEIFIO**

Pour le CEJACC

Le Coordonnateur National

1. Alain Peyrefitte, c’était DE GAULLE, 1,2 [↑](#footnote-ref-2)
2. BAHA’ULLAH, Proclamation aux Représentants des peuples de tous les pays P.67-68, Maison d’éd. Bahaïes 1972 [↑](#footnote-ref-3)